Michel Duclos Paris et Washington pourraient relancer le débat sur la gouvernance mondiale post-Covid

Alors que les préoccupations américaines concernant le climat et la lutte contre les inégalités rejoignent celles de la France, l'ancien ambassadeur propose que les deux pays portent l'idée d'une commission internationale d'experts pour définir un nouveau « consensus » économique

Lors de la dernière édition du Forum de Paris pour la paix, en novembre 2020, le président Emmanuel Macron a proposé le lancement d'un débat international sur l'organisation du monde après le Covid-19. Il a parlé à ce sujet de l'opportunité de définir un nouveau consensus international – « le consensus de Paris ou de n'importe où » –, par référence au « consensus de Washington » qui avait prévalu dans les années 1990 dans le contexte du sauvetage des économies d'un certain nombre de pays, plombés par leur endettement massif – l'Argentine notamment.

Nous étions alors à l'époque Reagan et Thatcher. Le « consensus de Washington » édictait un ensemble de mesures inspirées par le néolibéralisme : privatisations, équilibre budgétaire, déréglementation à tout-va, etc. M. Macron n'a pas tort de faire valoir que la gestion de l'économie mondiale doit maintenant répondre à de tout autres principes. Il en cite deux en particulier : la lutte contre le changement climatique, la réduction des inégalités. Ces deux facteurs structurants de la phase actuelle de la mondialisation ne peuvent plus être considérés comme des « externalités », ils doivent

être au contraire au cœur d'une gouvernance globale refondée à la lumière de l'ordalie du coronavirus.

Cinq ou six mois plus tard, il faut constater que le débat souhaité par le président français n'a pas décollé. On peut trouver à cela au moins deux raisons. D'abord, il est difficile de se projeter dans « le monde d'après » alors que la pandémie continue de répandre la mort et la désolation dans des continents entiers. Ensuite, une nouvelle administration s'est installée à Washington. A sa tête, un président pas du tout « endormi » mais au contraire dynamique, poussant un programme de type rooseveltien, et attirant à lui la lumière.

Risque de concurrence

S'agissant de la gouvernance mondiale, il convient de s'arrêter sur une sorte de paradoxe : l'administration Biden rejoint un agenda qui a été ces dernières années celui des Européens, et de la France en particulier ; elle réintègre l'accord de Paris et l'Organisation mondiale de la santé ; elle prend sa part dans des initiatives telles que l'Accélérateur ACT mis en place en avril 2020 pour partager avec tous les pays les outils de lutte con-

tre le Covid-19 ; elle avance sur la taxation des sociétés.

Ces idées passaient jusqu'ici pour européennes, et pourtant, on ne voit pas se dessiner une synergie particulière entre l'Amérique et l'Europe. Un risque existe même que s'instaure une forme de concurrence pour le leadership, par exemple sur le climat, pour lequel Joe Biden a déjà réuni son propre sommet (virtuel, les 22 et 23 avril). Dans ce contexte, nous voudrions avancer une proposition, se déclinant en quelques points très simples.

C'est avec l'administration Biden que Paris pourrait tenter de relancer le débat sur les principes de la gouvernance post-Covid. Il y a tout lieu de penser que le diagnostic d'Emmanuel Macron est largement partagé à Washington ; il est possible que les dirigeants américains actuels, même si leurs priorités portent

avant tout sur la confrontation avec la Chine, soient soucieux de ne pas se couper de l'Europe.

Il ne saurait être question que deux pays en particulier imposent leurs préceptes. D'autant qu'au-delà des idées générales la matière à traiter est infiniment complexe : elle touche aussi bien les questions institutionnelles, de finances, de technologie, de développement, d'éducation, de démographie, etc. Un seul exemple : une taxation du carbone aux frontières implique un travail technique et politique considérable ; le sujet a d'ailleurs fait l'objet de premières escarmouches entre Européens, Américains et Chinois.

Défricher le terrain

Dans ces conditions, ce que les présidents français et américain pourraient proposer – avec éventuellement le président du conseil italien, puisque l'Italie préside le G20 cette année –, c'est la constitution d'une commission internationale d'experts de haut niveau pour défricher le terrain et objectiver les problèmes à résoudre. Les conclusions de cette commission pourraient innover les réorientations nécessaires dans beaucoup d'enceintes internationales, rattachées ou non aux Nations unies.

Rappelons que le « consensus de Washington » avait été formalisé lors d'un séminaire d'économistes tenu dans la capitale américaine ; ledit « consensus » réunissait en fait la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et... le Trésor américain. Il est évident qu'aujourd'hui une commission de haut niveau doit comprendre un nombre élevé de représentants de pays du Sud global, dont la Chine et l'Inde. Elle

doit associer des organisations internationales et des grandes fondations ou ONG. Il est clair aussi que, bien au-delà de deux ou trois institutions washingtoniennes, les lieux décisionnels et les nœuds de pouvoir se sont, dans le monde actuel, extraordinairement diversifiés – ce qui là aussi rend encore plus nécessaire une concertation à l'échelon mondial.

Pour être très pratiques, nous suggérons que la constitution de la commission internationale sur les lignes directrices d'une gouvernance globale renouvelée soit annoncée par M. Biden, M. Macron, et peut-être M. Draghi, lors du sommet du G7 qui se tiendra du 11 au 13 juin à Carbis Bay, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Il n'y a donc pas de temps à perdre pour en faire la proposition à Washington. Un premier bilan d'étape des travaux pourrait être effectué lors du Forum de Paris, en novembre : fonctionnant déjà comme une plate-forme de rencontre de délégués du Sud et du Nord, de représentants des Etats, des organisations internationales, des entreprises et de la société civile, le Forum serait un lieu approprié pour débattre d'un après-Covid qui doit à tout prix ne pas ressembler au monde d'avant. ■

Michel Duclos est ancien ambassadeur, conseiller spécial à l'Institut Montaigne. Il a été représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations unies (2002-2006), et conseiller diplomatique du ministre de l'intérieur (2009 à 2012)

“ MÊME SI LES PRIORITÉS DES DIRIGEANTS AMÉRICAINS PORTENT AVANT TOUT SUR LA CONFRONTATION AVEC LA CHINE, IL EST POSSIBLE QU'ILS SE SOUCIENT DE NE PAS SE COUPER DE L'EUROPE ”

Hervé Le Guyader Le domaine cognitif de la manipulation est devenu un terrain de conflit

Si elle ne veut pas perdre des batailles, l'OTAN doit prendre en compte un nouveau domaine d'opérations, celui de l'influence par les outils numériques, estime l'ingénieur, pour qui jouer sur les leviers de la pensée, « c'est contrôler l'individu »

L'OTAN distingue aujourd'hui cinq « domaines d'opérations » sur lesquels les hommes s'affrontent. Sur terre depuis qu'ils se tiennent debout, sur mer depuis qu'ils savent naviguer, dans les airs depuis la première guerre mondiale, dans le cyberspace depuis 2016 et, depuis le sommet de Londres de 2019, dans l'espace.

L'hypothèse d'ajouter un sixième domaine, le « domaine cognitif », ou *human mind*, en anglais, l'autre langue officielle de l'OTAN, est désormais sur la table. Cette évolution paraît nécessaire, tant la nature des conflits s'est transformée au cours des vingt dernières années, rendant obsolète toute grille de lecture qui ne tiendrait compte que des cinq domaines opérationnels actuellement retenus.

Ce sixième domaine, celui de l'influence, de la manipulation, est celui qui permet à l'adversaire de faire l'économie d'un affrontement ouvert, toujours coûteux, souvent hasardeux. Pénétrer le domaine cognitif, sans même avoir besoin de l'envahir, jouer sur les leviers qui font émerger la pensée, qui créent de nouveaux réflexes, c'est contrôler l'individu, les communautés auxquelles

il appartient, jusqu'à la société tout entière.

L'idée n'est certes pas nouvelle. Le général chinois Sun Tzu (544-496 av. J.-C.) la résumait parfaitement dans *L'Art de la guerre* : « Soumettre l'ennemi par la force n'est pas le summum de l'art de la guerre, le summum de cet art est de soumettre l'ennemi sans verser une seule goutte de sang. » De même, manipuler la façon dont les êtres humains prennent des décisions, à travers leur perception du monde, les émotions qu'ils ressentent, les sentiments qu'ils éprouvent, c'est bien sûr ce que font, au quotidien, publicitaires et politiciens en temps de paix.

Ce qui est en revanche nouveau, c'est l'utilisation des sciences cognitives appliquées pour s'attaquer, par des stratégies « sur-mesure de masse », à l'individu en ce qui le définit intimement comme être humain.

La nouveauté, c'est la concrétisation de perspectives ouvertes par le rapport paru en 2003 « Convergence des technologies pour l'amélioration de la performance humaine. NBIC (nano-bio-info-cognitif) », que rendent possibles les progrès exponentiels apportés par l'intelligence

artificielle et l'utilisation de données massives. La nouveauté, c'est de pouvoir convoquer en même temps sciences et technologies de l'information et de la communication (STIC) et sciences humaines et sociales (SHS) pour mener ces stratégies de conquête.

« Valeurs utilitaires »

Les technologies sont a priori neutres, mais celles relatives à l'information et à la cognition sont particulièrement efficaces en matière de prise de décision, car elles peuvent toucher au socle de « valeurs sacrées » (morale, reli-

gion, culture...), tout en offrant des « valeurs utilitaires » (rapport coût-bénéfice, opportunité à saisir...). L'individu dont l'addiction aux médias numériques sape, jour après jour, l'esprit critique est ainsi préparé à accepter, croire, adhérer, militer, et les données personnelles qu'il sème tout au long de ses pratiques numériques permettent à l'influenceur de concevoir d'irrésistibles « raccourcis » personnalisés à son circuit de récompense. Il est « mûr » pour réaliser un achat, poster un « like », manifester, voter.

Sans naturellement les réduire à cela, les réseaux sociaux et autres sources d'information en continu peuvent ainsi prétendre au titre d'« armes de crétinisation massive » et leurs utilisateurs les plus hébétés à celui d'« idiots numériques utiles », manipulés par ceux qui souhaitent, au fond, toujours la même chose : accéder à l'autre, puis s'approprié tout ou partie de ses ressources.

Le problème, pour l'OTAN, « acteur de premier plan sur la scène internationale... qui contribue activement à la paix et à la sécurité », c'est que ces techniques issues du monde civil se révèlent tout aussi efficaces dans celui de la défense. Le domaine cognitif est devenu

un terrain de conflit au sein duquel menaces constantes et actions hostiles ponctuelles sont une réalité.

Les principaux acteurs géostratégiques répugnent, tant qu'ils le peuvent, à verser le sang pour mener leurs stratégies de conquête, et les frontières entre « conflit » et « paix » sont de plus en plus brouillées. On parle désormais de conflit « hybride », « ambigu », voire de ce très orwellien état de « non-guerre », « la paix n'étant que la continuation de la guerre par d'autres moyens », pour paraphraser Clausewitz (1780-1861).

Contrarier toute riposte

Cette évolution majeure, théorisée depuis une vingtaine d'années (général Mattis, général Gerasimov, notamment), consacre l'importance croissante du « sans contact » dans les conflits modernes, où l'adversaire fait en sorte que ses activités s'effectuent « sous le radar » et qu'elles soient suffisamment ambiguës pour contrarier toute riposte.

Pour certains, c'est chaque jour que les nations de l'Alliance perdent des batailles qu'elles ne savaient pas qu'elles menaient. Alors, bien sûr, faire du domaine cognitif le sixième domaine opé-

rationnel de l'OTAN pose un certain nombre de problèmes complexes : quels moyens de surveillance et de contrôle ? Quelle doctrine ? Quelles règles d'engagement ? Mais acter l'irruption du cognitif dans la typologie des conflits serait, pour le coup, un vrai remède à l'obsolescence de l'OTAN. S'approprié ce nouveau domaine de sécurité globale, civile comme militaire, lui offrirait une bonne façon de démontrer que les inquiétudes ayant pu être émises quant à sa mort cérébrale étaient grandement exagérées. ■

Hervé Le Guyader est ingénieur, délégué à l'École nationale supérieure de cognitive (ENSC, Bordeaux) pour les relations avec l'organisation pour la science et la technologie (OTAN-STO) et le commandement allié pour la transformation (OTAN-ACT). Ses travaux de recherches portent sur le facteur humain dans la prise de décisions civiles ou militaires. Il est le coauteur de *Cognitif : un sixième domaine d'opérations ?* (NATO ACT, 2021)